

Nationally Appropriate Mitigation Actions (NAMAs) have been one of the key topics at the *Workshop on Financing and Investment in Mitigation Actions in West Africa* (4 to 5 June 2012, Accra, Ghana). NAMAs are a new instrument being developed under the international climate regime, and provide opportunities for developing countries to access international finance, technology and capacity building support for strategies, policies and programmes that promote sustainable development and greenhouse gas (GHG) reductions.

What is a NAMA?

Despite the lack of international definition of a NAMA, the general consensus indicates that it is a voluntary intervention by a developing country government that leads to a reduction of GHG emissions.

As it encompasses long term policies tailored to national/local contexts, a NAMA provides more opportunities for large-scale reductions and for supporting development priorities than existing project/activity-based instruments such as the Clean Development Mechanism (CDM).

Another difference with CDM is that governments developing NAMAs are direct recipients of support and do not have (yet) to follow UN-prescribed procedures. Unlike CDM projects, for which credits are a key revenue stream, carbon credits are not (yet) an option for NAMAs under international climate negotiations. The parallel discussions on “New Market Mechanisms” and “Various Approaches” are opening the possibility for developing countries to issue credits, but not in the context of NAMAs.

A distinction is made between *unilateral NAMAs*, which rely on domestic resources, and *supported NAMAs*, which require international support. Many developing countries are now preparing NAMAs; front-runners include Chile, Mexico, Kenya, and South Africa.

Why are NAMAs important?

NAMAs will likely be the prime vehicle for supporting mitigation through international climate finance, technology transfer, and capacity building.

NAMAs support concrete initiatives by lowering barriers through a comprehensive package of policies (e.g. a feed-in tariff ensuring profitability of solar panel installations, swift issuance of building permits for transmission lines, etc.). By reducing investment risks and increasing chances of profitability, NAMAs are expected to improve business conditions for local and foreign private investments.

As such, NAMAs can help governments to mobilize support for moving away from unsustainable carbon pathways (e.g. dependence on fossil fuel imports), and move towards low-carbon development (e.g. increased energy efficiency and local renewable energy production).

NAMAs do not just focus on mitigation: co-benefits may include improved access to energy at stable low prices, efficiency gains in energy and industry, improved competitiveness, and benefits in terms of health, education and gender equality.

How to make NAMAs reality?

A first step towards developing a NAMA is to initiate a government driven process to select priority actions and prepare NAMA concepts or proposals. Such documents are the basis for attracting (international) support as they aim to design an enabling action framework. Support is expected to flow from bilateral sources initially, in time complemented with support through the multilateral Green Climate Fund (still being developed).

Early evidence indicates that the NAMA preparation phase requires dialogues between government stakeholders (i.e. different Ministries and agencies), private sector, local communities and potential donors. The NAMA process thus provides a single entry point for such dialogues and calls for the need to coordinate among various actors.

NAMAs offer an opportunity for developing countries to pursue mitigation efforts while progressing on national development priorities and attracting support for concrete activities. Making these efforts public - for example through the UNFCCC NAMA registry (to be operational early 2013) - will increase the chances to attract support for both the preparation and implementation of NAMA proposals¹.

¹ For more information on how Ecofys Germany and/or ECN Policy Studies can be of assistance with preparing or developing NAMAs please do get in touch with the contacts listed below.

Les mesures d'atténuation appropriées au niveau national (NAMAs) ont été un des sujets clés de l'atelier sur l'investissement et le financement des actions d'atténuation en Afrique de l'Ouest (4-5 Juin 2012, Accra, Ghana). Les NAMAs sont un nouvel instrument en cours d'élaboration dans le cadre du régime international sur le climat, et offrent aux pays en développement des opportunités d'accès au soutien international financier, technologique et de renforcement des capacités pour les stratégies, politiques et programmes qui favorisent le développement durable et les réductions de gaz à effet de serre (GES).

Qu'est-ce qu'une NAMA?

Malgré l'absence de définition internationale des NAMAs, le consensus général indique qu'il s'agit d'une intervention volontaire du gouvernement d'un pays en développement conduisant à une réduction des émissions de GES.

Englobant des politiques à long terme conçues dans le cadre de contextes nationaux et/ou locaux précis, une NAMA cible des réductions de plus grande ampleur que celles réalisées par certains instruments existants qui recourent à une approche par projets et/ou activités, tel le Mécanisme pour un Développement Propre (MDP). Une NAMA vise aussi à satisfaire plus directement les priorités de développement d'un pays.

Une autre différence avec le MDP est que les gouvernements développant des NAMAs sont les bénéficiaires directs du soutien international et ne sont pas (encore) soumis à des procédures strictement prescrites par les Nations Unies. Contrairement aux projets MDP, pour lesquels les crédits sont une source de revenus clé, les crédits de carbone ne sont pas (encore) une option pour les NAMAs dans le cadre des négociations sur le climat. Les discussions internationales parallèles sur les "nouveaux mécanismes de marché" et les "diverses démarches" ouvrent la possibilité pour les pays en développement à délivrer des crédits, mais pas dans le cadre de NAMAs.

On distingue aujourd'hui les *NAMAs unilatérales*, réalisées grâce à des ressources domestiques, et les *NAMAs soutenues*, qui nécessitent un appui international. De nombreux pays en développement sont actuellement en phase de préparation de NAMAs. Les pays les plus avancés incluent le Chili, le Mexique, le Kenya et l'Afrique du Sud.

Pourquoi les NAMAs sont-elles importantes?

Les NAMAs semblent être un véhicule de choix pour le soutien destiné aux activités d'atténuation à travers le financement international climat, le transfert de technologie et le renforcement des capacités.

S'apparentant souvent à un ensemble complet de mesures, les NAMAs soutiennent des initiatives concrètes en réduisant ou supprimant les barrières aux actions d'atténuation via différents outils politiques (p. ex., un tarif de rachat garanti qui assure la rentabilité d'installations de panneaux solaires, l'émission rapide de permis de construire pour des lignes de transmission électrique, etc.). En diminuant les risques d'investissement et en accroissant les chances de rentabilité, les NAMAs devraient permettre d'améliorer les conditions d'affaires pour les investissements privés locaux et étrangers.

En tant que tel, les NAMAs peuvent aider les gouvernements à mobiliser le soutien nécessaire pour s'éloigner de trajectoires non durables à forte intensité carbone (p. ex. dépendance aux importations de combustibles fossiles), afin de progresser vers une voie de développement à faible intensité carbone (p. ex. efficacité énergétique accrue et production locale d'énergie renouvelable). En outre, les NAMAs ne se concentrent pas seulement sur l'atténuation mais aussi sur les co-bénéfices tel l'accès amélioré à l'énergie à prix faibles et stables, des gains d'efficacité énergétique et industrielle, l'augmentation de la compétitivité ainsi que d'autres bénéfices en termes de santé, d'éducation et d'égalité des sexes.

Comment faire des NAMAs une réalité?

La première étape vers l'élaboration d'une NAMA consiste pour un gouvernement à initier un processus de sélection et de priorisation des actions d'atténuation et à préparer des notes conceptuelles ou des propositions de NAMAs. Comme ces documents contiennent le cadre facilitateur des actions devant être poursuivies pour la réalisation de NAMAs, ils constituent une base cruciale pour attirer le soutien (international). Aujourd'hui ce soutien provient principalement de sources bilatérales bien qu'il soit prévu que des sources de soutien multilatérales tel le Fonds vert pour le climat (en cours d'opérationnalisation) prennent le relais en temps voulu.

Les premières expériences d'élaboration de NAMAs indiquent l'importance cruciale de l'organisation de dialogues lors de la phase de préparation entre les acteurs gouvernementaux (p.ex. ministères et agences), le secteur privé, les collectivités locales et les donateurs potentiels. Le processus de développement de NAMAs fournit donc ainsi un point d'entrée unique pour de tels dialogues, ce qui nécessite également des efforts de coordination entre les différents acteurs.

Les NAMAs offrent une opportunité pour les pays en développement à poursuivre les efforts d'atténuation tout en réalisant leurs priorités nationales de développement et en attirant des sources de soutien pour des activités concrètes. La publicisation de ces efforts - par exemple via le registre des NAMAs de la CCNUCC qui sera opérationnel début 2013 - augmentera les chances d'attirer le soutien à la fois pour la préparation et la mise en œuvre des propositions de NAMAs².

² Pour plus d'informations sur la façon dont Ecofys Allemagne et/ou ECN Policy Studies peuvent assister à la préparation ou au développement de NAMAs, prenez s'il vous plaît contact avec les personnes-ressources indiquées ci-dessous.